

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

EDITORIAL

C'est fait, le premier tour est passé ! L'heure des bilans provisoires a sonné, et, comme de bien entendu, tout le monde il est content, tout le monde il a progressé. Les déclarations des chefs des partis politiques ne font que broder infiniment sur le même thème, et on ne comprend pas que les Français n'aient pas saisi qu'ils étaient témoins d'une farce gigantesque.

Car, pour quoi ces tonnes de salive, ces harangues enflammées, cet appel aux cosaques et aux chars, cette mobilisation des radios, journaux, télévisions, ces sondages par milliers, ces kilomètres d'exégèse, de supputations, d'interprétations, de prévisions, ces face à face sanglants, ces mises en garde solennelles, ces appels à la raison, ces violentes indignations, ces affirmations et dénégations... Pour quoi, pour quoi ?

Eh bien pour un déplacement, tout petit déplacement de 1,5 à 2 % de voix, au bénéfice de X et au détriment de Y. Le sort du pays, la fin d'une majorité, d'une république, tenait à 3 % de plus ou de moins. C'est raté pour ce coup-ci ! peuvent se dire MM. Marchais et Mitterrand. Ouf ! ont dû dire MM. Pompidou et Marcellin.

Ils ne sont pas, il est vrai, encore au bout de leur peine. Il reste huit jours. Huit jours pour le sprint final. Ça va encore durer huit jours : les cosaques ou le Saint-Esprit, ou les cosaques du Saint-Esprit.

Electeurs mes frères, un petit effort, un tout petit effort : 3 % seulement.

Qui ne voit qu'à ce jeu dérisoire, les citoyens de ce pays sont pris pour les derniers des c... Qui ne voit que très prochainement il faudra faire exploser tout ça. Métro-boulot-dodo-élections disions-nous il y a quinze jours, il y en a vraiment marre. A quand la révolution rédemptrice ?

N.A.F.

la foire des 3 %

**1^{er} tour : l'état spectacle
le jeu de hasard
rien n'est changé**

galerie vivienne : l'art assassiné

Depuis huit ans, la Société civile immobilière de la Galerie Vivienne, à Paris, met tout en œuvre pour évincer un de ses locataires.

A Paris, en plein cœur du 1^{er} arrondissement, à dix pas de la Bourse, se joue depuis plusieurs semaines une tragédie autour de la *Galerie Vivienne*, fondée en 1813 par la comtesse de Caen qui en fit alors un des lieux les plus animés et les plus gais de Paris. La comtesse, dont Huguette Spengler, son « *héritière spirituelle* », dit qu'elle fut « *divinement généreuse et aussi naïve que moi* », légua par la suite la Galerie pour les trois-quarts aux Beaux-Arts. Tenant à venir en aide aux artistes, elle décidait de distribuer les revenus immobiliers de la *Galerie Vivienne* entre les différents Prix de Rome de l'époque. Hélas, une fois confiée aux soins de l'Etat, la Galerie périssait au point d'être déclassée par les Beaux-Arts en 1926, après avoir reçu le plus célèbre théâtre de marionnettes de Paris. Dès cette époque entraient en jeu de sordides combinaisons immobilières.

UNE VOLONTE DE REANIMATION

En 1965, arrivée à Paris depuis peu, Huguette Spengler s'empare de la Galerie Vivienne qui comptait dans ses plus beaux jours 40 boutiques et 2.000 locataires, loue plusieurs dépôts et entreprend de transformer ces « *bidonvilles* » en boutiques hautes en couleur. Cette année-là, un plan de réanimation du secteur avait été soumis aux habitants directement concernés. Le gérant de la Société civile immobilière s'opposa à ce projet.

Passant outre, la transformation et l'aménagement de cinq boutiques par les soins d'Huguette Spengler lui valurent des encouragements de la part

des co-locataires, l'émission télévisée « *Dim Dam Dom* » lui consacra même une séquence.

Les projets de l'artiste n'ont pas eu le goût de plaire à la Société gérante de la Galerie qui fit tout pour en empêcher le reclassement par les Beaux-Arts.

Pourtant Huguette Spengler se sent appuyée dans ses projets, comme le prouve une lettre de Jacques Dominati, député des 2^e et 3^e arrondissements (datée du 12 octobre 1968), qui reconnaît avoir été « *captivé* » par les idées de l'artiste : il demeure « *persuadé de la possibilité de les réaliser* » et lui réaffirme son « *soutien le plus total* ». Dominati a bon cœur dans ses lettres, mais quant à justifier ses dires...

Depuis qu'elle est au bord du désastre financier et moral, à la veille d'une expulsion, les lettres d'Huguette Spengler au député sont demeurées sans réponse. Les affiches électorales présentent pourtant le candidat député comme un homme qui tient ses promesses (in *Paris-Demain*) et proclament « *Dominati va jusqu'au bout* ». Les électeurs jugeront du dévouement et de la touchante sincérité d'un tel candidat.

Lasse des vitrines brisées, des matraquages du « *service d'ordre* » de la Galerie — entendez la conciergerie — des pressions de toutes sortes, la « *folle de Vivienne* » voulut savoir à qui elle avait affaire. En effet, depuis sept ans qu'elle réglait son loyer, elle ne connaissait toujours pas le cabinet de la Société civile immobilière, le gérant, quant à lui, n'ayant plus remis les pieds dans l'immeuble depuis deux ans. Le directeur de la revue *Connaissance de Paris*, qui avait pris l'affaire en main depuis sa rencontre avec Huguette Spengler, mena son enquête et après trois mois d'investigations, révéla le nom de la Société : Peltureau-Villeneuve, un des trois plus importants cabinets immobiliers de Paris.

SE DEFENDRE CONTRE LES REQUINS

En 1970, Huguette, qui tient à son personnage « *tout en raffinements* », tente de se suicider. Le combat qu'elle mène contre des ombres depuis des années n'avance guère. Ces derniers mois, l'affaire de la Galerie Vivienne a pris des accents tragiques. L'année dernière, c'était Jean-Marie Legendre qui se suicidait, victime de l'amour fou qu'il portait à la Galerie et qu'il voyait vouée au saccage. Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, c'est une mère qui fut encore plus durement touchée par le suicide de son fils, Eric Spengler, qui ne s'était pas résigné à voir huit années d'efforts aboutir à son expulsion le 15 mars prochain. Huguette Spengler est décidée à se battre jusqu'au bout. Déjà divers mouvements, dont la N.A.F., ont constitué un comité de soutien à Huguette Spengler.

Le cas d'Huguette Spengler n'est qu'une illustration partielle du procès que nous dressons à une société qui a laissé s'effacer le politique devant l'économique, l'intérêt du citoyen devant la seule autorité du profit. En ce sens, l'exemple de la politique d'urbanisme délirant de notre V^e République ne peut que renforcer l'idée d'un projet de civilisation qui saurait réinsérer l'homme au cœur de la cité.

En même temps, l'opération « *Sauver la Galerie Vivienne* » constitue une expérience concrète à la suite des appels dans la N.A.F. au renouveau de la fête, une première confrontation sérieuse de nos idées appliquées avec la réalité quotidienne d'un quartier déjà condamné à perdre son âme, et peut-être un jour ses habitants. Bientôt Paris-ville morte ?

Philippe DELAROCHE.

les aiguilleurs du ciel

« *Une grève pour la considération* », Thierry-Maulnier (« *Le Figaro* », 23 février 1973).

Depuis dix jours, à l'appel du Syndicat National des Contrôleurs du Trafic Aérien (SNCTA), C.F.T.C., les aiguilleurs du ciel sont en grève.

Leur première revendication porte sur un réaménagement des termes de la loi du 2 juillet 1964 qui leur interdit de cesser le travail, loi qu'ils n'ont jamais acceptée d'ailleurs, puisqu'ils firent une grève semblable de dix jours lors de son vote. Les pouvoirs publics rétorquent qu'il n'est pas possible au gouvernement d'abroger une loi, que seul le Parlement peut le faire. Le syndicat a répondu très nettement à cet argument : « *Nous ne demandons pas l'abrogation immédiate de ce texte mais nous attendons du gouvernement qu'il s'engage à déposer un projet de loi substituant à cette impossibilité de cessation de travail un système de service minimum.* »

La deuxième revendication concerne le reclassement indiciaire. Les officiers contrôleurs de la navigation aérienne sont classés hors-catégorie, bien que présentés dans la catégorie B (titulaires du baccalauréat). Après l'accord de 1970, signé par tous les syndicats sauf le SNCTA, et dont le renouvellement est discuté en ce moment, les contrôleurs ont obtenu un certain nombre de primes, alors que les ingénieurs d'études étaient « *réévalués* » en indice. Le syndicat veut que ce

fossé soit comblé : « *Le classement que nous demandons correspond au niveau des responsabilités que nous assumons. Les pays étrangers ont reconnu cette responsabilité et cela s'est traduit dans le classement hiérarchique.* » M. Galley a rétorqué que les aiguilleurs avaient bénéficié d'avantages substantiels quand il y avait eu ce reclassement et que de toute manière, il n'était pas question de modifier la grille des salaires de la fonction publique car un million et demi de fonctionnaires pourraient revendiquer au nom des mêmes principes.

La position de chacun est restée tranchée, mais la C.F.T.C. a recherché plusieurs fois la négociation. Ce n'est pas l'appel à M. Pinay qui a résolu le problème. M. Galley a adressé une fin de non-recevoir : « *Pas question de négocier avec des fonctionnaires qui se sont mis hors-la-loi.* »

IMPASSE TOTALE

Aussi le gouvernement a-t-il décidé de mettre en place le plan de remplacement Clément-Marot qui fait passer le contrôle du trafic aérien sous l'autorité des militaires. D'où un tollé général. Le Syndicat National des Pilotes de Ligne (SNPL), qui a fait grève le 28 février et le 1^{er} mars pour d'autres raisons, avait décidé de ne pas voler sous contrôle militaire. Il est revenu sur sa décision, des assurances lui ayant été données, quant aux conditions de sécurité. Techniquement, le plan

Clément-Marot est au point : il a été approuvé par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) et diffusé par le service de l'Information Aéronautique du Secrétariat Général de l'Aviation Civile. Sa mise en place a entraîné progressivement un retour à la normale. Dimanche soir, 80 % du trafic était assuré.

Mais le problème est loin d'être réglé. Le gouvernement a pris des sanctions contre les grévistes : parmi les deux cents contrôleurs sanctionnés pour fait de grève, quatre-vingts ont été suspendus avec un demi-traitement. Aucune réponse positive quant aux possibilités éventuelles de réintégration.

Ce conflit est caractéristique d'une époque. Lancé par un syndicat peu politisé, sans le soutien et malgré l'hostilité de certains syndicats (C.G.T.), il ne touche que seize cents personnes sur toute la France, mais avec des postes-clés et des responsabilités importantes : de leur compétence technique, de leur conscience professionnelle, de la rapidité et de la précision de leurs réflexes mentaux dépendent le bon écoulement du trafic aérien et la vie de milliers de passagers. Les aiguilleurs du ciel veulent être considérés comme des Français comme les autres, avoir les mêmes droits.

Ce n'est pas par des fins de non-recevoir, mais par un examen lucide des questions en suspens que peut se résoudre le conflit, latent depuis près de dix ans.

Depuis six semaines, la « N.A.F. » n'a cessé de dénoncer l'imposture de ces élections, qui en toute hypothèse, ne pouvaient déboucher sur le changement profond, radical, qui s'impose à une société bloquée. Tandis que les media et le pouvoir tentaient une mobilisation de l'opinion en dramatisant le scrutin, socialistes et communistes voulaient persuader cette opinion des vertus d'un programme sans imagination. Nous montrions que tous, acceptant les règles du système, ne pouvaient que cautionner le désordre et l'oppression établis, avec une nuance

capitaliste libérale chez les uns, étatiste chez les autres.

Il y avait mieux à faire pour nous que de se laisser prendre au jeu. Nous avons préféré ouvrir le débat, non sur le mode officiel, mais avec des personnalités très diverses qui avaient des choses à dire aux citoyens soucieux des vraies questions, des changements profonds. Jean Ferniot et Gilles Martinet, Serge Mallet ou Philippe de Saint-Robert, et d'autres, ont répondu à nos questions. Parallèlement nous démontrions, semaine après semaine, les rouages du

système, le caractère artificiel de ses institutions, nous démontrions comment elles empêchaient toute révolution en faveur de la diffusion des pouvoirs dans la région et la production, d'une croissance qualitative.

Nous avons jugé utile de présenter un florilège de quelques-uns de nos textes, pour que nos lecteurs retrouvent un condensé d'une campagne politique dont nous pensons que les jours prochains confirmeront le bien-fondé.

G. L.

nous vous disions...

Nous n'avons cessé de le répéter pendant ces quatre derniers mois : les élections sont un jeu, au cours duquel les partenaires s'efforcent, à coup de milliards et de basse démagogie, de s'arracher les quelques centaines de milliers de voix qui emporteront la décision. C'est ce que nous montrions dès le 29 novembre dernier :

« L'objectif des deux grandes coalitions électorales sera donc d'arrimer cette cargaison le temps d'un scrutin. Les milliards qui seront dépensés n'auront pas d'autre but. Et les opérations démagogiques du pouvoir n'auront pas d'autre objectif.

Le marais étant sensible aux slogans et aux pratiques conservatrices, il semble que la majorité actuelle soit la mieux placée pour cueillir ses voix. C'est là une première conclusion et sans doute la moins intéressante car on sait que les élections ne résoudront rien. La seconde est par contre beaucoup plus riche. Qu'est-ce en effet que ce système qui se prétend démocratique et qui repose en fait sur les impulsions d'une minorité ? Et qu'est-ce que ce système qui s'efforce d'acheter les voix de cette minorité à coup de milliards. Décidément, la démocratie n'a jamais été qu'une idée, dont le caractère baroque, paradoxal et funeste apparaît à chaque instant. »

« Les élections ne résoudront rien ». Ce fut là l'un de nos leit-motiv pendant toute cette campagne, où chaque parti affirmait bien haut qu'il représentait le progrès ou qu'il était en mesure de changer la vie. En fait, écrivions-nous le 31 janvier dernier :

« Que la gauche l'emporte ou que la "majorité" reste en place, la vie n'en changera pas pour autant. Le lendemain des élections, les Français iront à leur travail comme on va au bain, au milieu des embouteillages ou coincés dans le métro. Ils avaleront leur journée comme on avale de l'huile de foie de morue et rentreront chez eux tard dans la soirée, si tard qu'ils ne pourront même pas jouer avec leurs enfants. Ils compteront les semaines qui les séparent des vacances, du soleil qu'ils ne voient plus qu'à travers d'un halo de fumées, des enfants qu'ils ne connaissent que le temps d'un "week-end". Et ils partiront en vacances, sans être sûrs d'arriver à bon port, car les routes sont étroites,

les autoroutes encombrées, et parce que leur voiture (si chèrement acquise) n'est qu'un cerceau roulant. A la mer comme à la montagne, ils retrouveront l'univers technique, standardisé, massifié, auquel ils tentent d'échapper. Et ils se demanderont ce qu'on a fait de leur vie.

Les élections ne changeront pas la vie parce que la majorité vit du système et parce que la gauche vit dans le système. C'est donc le sys-

6 semaines de la NAF

- N° 91 Les électeurs trahis par leurs Etats-Majors.
- N° 92 Des programmes qui ne changent pas la vie.
- N° 93 L'argent, les scandales et le système.
- N° 94 Peuple reprends tes pouvoirs (le problème de l'autogestion)
- N° 95 Métro - boulot - dodo - élections (croissance et qualité de vie).
- N° 96 Vote et tais-toi.
— destin du gaullisme, l'avenir des institutions.

tème tout entier qu'il faut contester, c'est donc autre chose qu'il faut imaginer. »

Et nous ajoutions le 21 février :

« Le 12 mars au matin, quel que soit le résultat, l'équipe victorieuse s'efforcera uniquement de faire tourner la machine économique le plus vite possible. Même si les travailleurs sont écrasés par ce rythme infernal, même si les consommateurs continuent d'être exploités par le jeu subtil des mécanismes de la société de consommation. Point d'imagination, point de projet global de civilisation qui chercherait à dépasser la société industrielle sans renoncer à ses acquis.

Dès lors, il faut s'attendre à ce que les problèmes fondamentaux que la classe politique se refuse à poser surgissent un jour brutalement, et souhaiter que la colère de ceux qui cherchent une autre qualité de vie, dans leur travail comme dans leurs loisirs, viennent mettre un terme aux

pratiques conservatrices des technocrates de droite et de gauche. »

Pourtant, les Français votent, et votent même beaucoup, comme le taux de participation au premier tour vient de le montrer. Ce que nous n'avons jamais nié :

« On nous objectera que ces citoyens votent en masse pour les partis de ce système. C'est exact.

Les motivations des divers électorats correspondent à des revendications légitimes. Une politique au service de la France suppose que l'on satisfasse à la fois le désir d'ordre et d'efficacité de l'électeur U.D.R., la passion de justice sociale de l'électeur communiste, le régionalisme du militant P.S.U. ou du partisan de J.J. S.S.

Le drame, c'est que les états-majors des partis opposent artificiellement ces revendications qui se complètent et trahissent en définitive les aspirations de leur électorat. » (24 janvier 1973.)

Sans aucune influence sur la vie quotidienne des citoyens, les élections législatives risquent par contre d'avoir de graves conséquences pour l'avenir de la nation : la gauche affirme vouloir faire disparaître la force de dissuasion, sans que l'on soit sûr que les conditions politiques permettent à une « majorité » reconduite de mener la politique « nationale » qu'elle nous annonce :

« Et du côté de la "majorité", continuera-t-on comme par le passé ? Ce n'est pas sûr, si les "pompidoliens" ont besoin de l'appoint des "réformateurs". On connaît en effet M. Lecanuet, européiste frénétique et atlantiste convaincu, qui n'hésitera pas à exercer sur le gouvernement un chantage à la crise pour orienter la politique étrangère dans la direction qu'il souhaite lui faire prendre.

Ainsi, on risque d'en revenir à une politique étrangère inepte, voguant au gré des humeurs de parlementaires irresponsables, animés par la passion idéologique plus que par le souci de la France, et soumis aux groupes de pression étrangers. On a vu cela, il n'y a pas si longtemps, sous la IV^e République. » (31 janvier 1973.)

Verra-t-on donc, dimanche prochain, naître une nouvelle république, celle des notables européens et pro-américains ? Quelle triste fin pour le régime né il y a quinze ans.

"le jeu de l'urr grignotages

Tant de tapage et d'efforts pour maintenir grosso modo la géographie politique française !

Depuis dix-huit mois, la vie politique française était suspendue à l'échéance électorale. Partis et candidats s'efforçaient de séduire l'électeur par une débauche de propagande et de démagogie. Tant de tapage et d'efforts pour maintenir grosso modo la géographie politique française !

La gauche grignote 1,5 % par rapport à 1967 (1). La majorité retrouve le score réalisé à cette élection. Le « marais » du centre (réformateurs, divers gauche, divers droite) concède un peu moins de 2 %. Nous qui n'attendions rien de l'absurde jeu de l'urne et du hasard, ne nous étonnons guère de cette dérisoire pavane pour 2 %.

Ces élections ne nous laissent pas indifférents : d'une part parce que le « pays réel » souffrant et désespéré se reflète malgré tout dans le prisme déformant des élections ; d'autre part parce que le centrisme européen risque demain de se trouver l'arbitre de la nouvelle assemblée.

U.R.P. : LES NOUVEAU RADICAUX

Le parti radical est mourant et ce ne sont ni les radicaux de gauche ni J.-J. S.-S. qui le ressusciteront. Et pour cause : le radicalisme style III^e République, le pouvoir des notables qui s'attachent une clientèle s'est maintenant réincarné dans les partis de la majorité. L'évolution électorale de « l'Union des Républicains de Progrès » est à cet égard significative. Alors qu'elle recule dans le Nord et dans la région parisienne, elle maintient ses positions et même progresse dans le Midi.

Le Midi s'était inféodé sous la III^e et la IV^e République, aux notables socialistes ou radicaux. La force de l'habitude aidant, il a jusqu'à maintenant continué à donner la préférence à la gauche non communiste. Mais leurs politiciens, écartés du pouvoir, ne peuvent plus satisfaire leurs « clients » car ils ne disposaient plus du réservoir à subventions, à sinécures ou à déco-

urations, c'est-à-dire, dans un pays aussi centralisé que le nôtre, de l'appareil de l'Etat.

Et lentement, mais sûrement, les candidats V^e République ont grignoté les positions de la gauche. Le dernier scrutin montre que le mouvement continue, même si l'U.R.P. ne réalise pas encore un score extraordinaire. Pauvre Midi qui, après avoir espéré enrayer son sous-développement en votant pour la gauche, s'en remet maintenant à l'U.R.P. Les partis passent, le système du clientélisme demeure.

Un autre fait montre que l'U.R.P. tend à devenir un syndicat de notables : le décompte des voix fait apparaître que là où l'U.D.R. était candidat unique de la majorité, son score est en général inférieur à celui de 1967. Lorsque le candidat unique est giscardien ou centriste rallié, le résultat est sensiblement égal à celui de 1967. Enfin, lorsqu'un centriste C.D.P. et (ou) un giscardien sont en concurrence avec un U.D.R., le score global de la majorité approche celui des élections-miracle de 1968 car la présence de notables modérés lui procure un renfort de voix supplémentaire.

LA VIE NOUVELLE DU P.S.

Le P.S., quant à lui, progresse et manque de peu son objectif : devancer le P.C. Quatre ans après la défaite cuisante de Gaston Defferre aux présidentielles, ce fait constitue pour lui une belle revanche. Mais on constate un double mouvement dans l'électorat du P.S. : les survivants de l'ancienne S.F.I.O. reculent devant la majorité dans le Midi. En revanche, les socialistes font une percée dans l'Ouest, l'Est et la région parisienne. A Belfort où les sections socialistes ont quadruplé leurs effectifs en deux ans, le socialiste Chevènement, leader de la tendance moderniste du P.S., améliore considérablement le score du parti. Dans la Meuse, le candidat socialiste met Louis Jacquinot en ballotage alors que celui-ci avait été élu au premier tour à tous les scrutins depuis 1968. A Rennes, Michel Philipponneau, avocat du régionalisme au sein du P.S., gagne 7.000 voix et met en ballotage le sortant U.D.R., élu au premier tour en 1968. On pourrait multiplier les exemples.

Le P.S. recueille dans ces régions à forte pratique religieuse les fruits de vingt ans d'Action catholique. Les mouvements chrétiens de gauche de type *Vie Nouvelle* sont en effet parvenus, par Mitterrand interposé, à mettre la main sur le parti socialiste. Leurs militants axent leur action politique sur les problèmes de transport, d'urbanisme, d'aménagement régional, de gestion (ou d'autogestion) de l'entreprise.

Ils sont en train de faire du P.S. un P.S.U. qui aurait réussi. A cet égard, le P.S. risque de capter de plus en plus les voix et les énergies de ceux qui, las des jeux politiques classiques, veulent s'attaquer aux vrais problèmes de la société industrielle. Malheureusement ces énergies serviront surtout à remettre en selle des politiciens chevronnés comme Mitterrand ou Defferre qui ne désirent nullement changer le système, quoi qu'ils en disent.

Si M. Mitterrand peut pavoiser, il n'en va pas de même pour M. Marchais. Pour la première fois, son parti recueille moins de suffrages que les socialistes, radicaux de gauche, P.S.U. et gauchistes réunis. Son score (21,1 %), voisin du résultat obtenu par Duclos aux présidentielles, reste inférieur au résultat de 1967 et se situe fort loin des quelque 25 % obtenus sous la IV^e République. Le P.C. garde ses fiefs, mais il stagne et laisse au P.S. le rôle d'élément dynamique au sein de l'Union de la gauche.

GARE AUX EUROPEISTES ?

Quant au centre, il se maintient péniblement à son niveau de 1967 malgré la défection d'une bonne partie de ses notables, ralliés en 1969 à la majorité. Le mécanisme du scrutin à deux tours va en faire l'arbitre dans les nombreuses circonscriptions où ses voix sont nécessaires pour permettre au candidat de la majorité de l'emporter dimanche prochain.

Sans vouloir préjuger des résultats du second tour, on peut raisonnablement envisager l'hypothèse d'une Assemblée où ni l'U.R.P. ni la gauche n'auraient la majorité. Dans ce cas, la vingtaine ou la trentaine de députés réformateurs pourrait négocier son ralliement à la majorité contre un infléchissement de la politique gouvernementale.

On sait que pour les réformateurs, une relance de l'Europe politique constitue « la réforme des réformes » (dixit Lecanuet). Or le poids relatif des centristes C.D.P. et des giscardiens — également « européens » — s'est accru au sein de la majorité. On peut donc légitimement redouter que le radical-pompidolisme ne défende que très mollement, dans les cinq années à venir, l'indépendance nationale. A l'heure où la crise monétaire exige que l'on ne sacrifie rien à la ruineuse chimère européenne, alors que nos partenaires appliquent la politique du chacun pour soi, les conséquences seraient catastrophiques.

premier colloque d'arsenal

Le premier colloque d'Arsenal se réunira pendant les vacances de Pâques, en avril, dans la région grenobloise. Le thème étudié sera l'autogestion. Pour tous renseignements sur le déroulement des travaux et les conditions d'inscription, écrire au directeur de la

Revue, 17, rue des Petits-Champs, 75001 - Paris-1^{er}.

Attention ! Le nombre des places est limité. (Participation aux frais : 26 F par jour et par personne.)

L'IMPORTANT, C'EST LE 12 MARS

Décidément ces élections sont grosses de déceptions pour beaucoup de gens : pour ceux des gaullistes qui ont voté pour la majorité parce que le gaullisme représentait « une certaine idée de la France » d'abord. Pour les électeurs du Midi ensuite qui s'apercevront bientôt que le problème n'est pas de changer de notables, mais de changer les structures de l'Etat jacobin. Pour les chrétiens généreux enfin qui seront incités à militer de plus en plus au sein du P.S. alors qu'à terme ils risquent simplement de contribuer à un changement de majorité.

Ce sera à nous, alors, de leur montrer la voie de la nécessaire révolution royale que la France attend. Comme disait Michel Rocard : « L'important, c'est le 12 mars ». Que nos militants ne l'oublient pas !

Arnaud FABRE.

(1) 1967 constitue une référence plus sérieuse que les élections de 1968 qui avaient été dominées par la grande peur de « l'après-mai ».

l'art de dramatiser

81,2 % des Français se sont fait un devoir de déposer un papier dans une boîte. Pourquoi ? La télévision diffuse inlassablement cette maxime : « Chaque bulletin de vote construit la France ». Alors chaque Français, dépossédé de tout pouvoir, aliéné par les mass-média toutes à l'unisson, a la fugitive sensation de redevenir un citoyen... Maurice Clavel rappelait un jour que la véritable aliénation est l'illusoire sensation de liberté et d'influence de l'homme inutile.

Mais il serait simple de trouver l'unique responsable en la personne de l'O.R.T.F. La véritable cause de ce mouvement massif vers les urnes est en réalité la généralisation du consensus démocratique : les candidats se sont tous accordés pour « faire passer » l'idéologie dominante légaliste ; il est évident que « changer la vie » ou « assurer le progrès dans la liberté » ne peut se faire que par les urnes et les ordinateurs de la S.O.F.R.E.S. L'impudence des crypto-politiciens ne connaît plus de bornes. Ils tentent même de nous faire croire à l'importance de l'Assemblée nationale !

Pour atteindre ce but, tous les moyens sont bons. Aucun accessoire n'est négligé pour obtenir l'effet désiré. Atmosphère de fin d'un règne, description apocalyptique des conséquences du succès éventuel de l'adversaire, altercations violentes des protagonistes, toutes ces techniques ne sont destinées qu'à faire frémir le téléspectateur-votant, et ça a marché ce soir-là. La France n'était plus qu'un plateau de cinéma, les planches d'un théâtre miteux...

télé-specta-électeur d'un soir...

Dimanche soir, on a manqué le-ciné-club à la télévision. Paraît qu'on y dressait les comptes d'une journée toute occupée à urner sous un soleil qu'on accuse d'être à l'origine d'une maladie honteuse pourtant en régression : « l'abstentionnisme ». 18 % des Français sont des cancrés, des mauvais citoyens qui ne se sont pas donné la peine d'aller voter. Sur le petit écran : Henri Salvador. Renseignements pris auprès de l'O.R.T.F., il ne serait pas candidat. On n'a rien compris ! Lors d'un bref entretien, on a cru reconnaître un évadé de l'île aux corsaires ; de son côté, Camille Laurens, secrétaire du C.N.I., a refusé de répondre à la question : « Et si Pinay devient fou ? ».

Michel Péricard, qui ce soir-là remplaçait au pied levé Guy Lux, appelle ses collaborateurs « mes enfants » et montre qu'à l'évidence l'O.R.T.F. reste une grande famille. Tout au long de la nuit son très actif assistant Joseph Poli n'a pu en placer une et dut se contenter de regards anxieux à l'adresse d'interlocuteurs fantômes.

Un sketch avec Michel Galabru, qui mettait aux prises deux candidats simulés de l'opposition et de la majorité, illustre et résume parfaitement le sordide d'une campagne électorale et la nullité de débats de « politique-épicerie » au cours desquels les rivaux se jettent des chiffres à la figure.

Marchais s'indigne de la qualité du matériel de l'O.R.T.F. qui l'obligea à rester une heure et demie sans voix dans un studio de l'Office. Le premier secrétaire du P.C.F. répète consciencieusement le sketch à chacune de ses déclarations à « géométrie variable » suivant l'évolution des résultats (avance ou recul par rapport au P.S. en particulier).

Alain Krivine, qui envoie ses flics de la Ligue agresser les militants nassistes, lance deux attaques sur l'O.R.T.F. en l'espace de vingt secondes, contestant d'une part les chiffres des résultats et rappelant par ailleurs les sept minutes d'antenne dues à son parti.

La militante de Lutte Ouvrière est encore la plus digne, de tous les candidats interrogés, mesurée et sincère, un cœur pur sans aucun doute.

L'Etat-spectacle s'étale et se vautre ; quelle est donc la part laissée au peuple dans ses élections ? Reconnaissons pour une fois à l'Aurore (1) d'avoir

vu juste lorsque Dominique Jamet écrit qu'« à y regarder de plus près, tout le beau monde envionné et frétilant qui se pressait rue Bayard et rue François-I^{er} semblait beaucoup moins intéressé par des résultats déjà connus, en gros, ou par les interventions des hommes politiques, que par les prodigieux buffets qu'on avait dressés (...) Et ce n'était pas le moindre plaisir de ceux qui avaient pu entrer grâce à leur carton d'invitation que de se sentir « in », dans le vent et dans le coup, tandis que, dehors, ceux qui étaient exclus de la fête prêtaient en vain l'oreille en tentant de saisir quelques bribes d'information à défaut des miettes du festin ». Autrement dit, le Tout-Paris préfère la bouffe et ne fait pas de politique même s'il en profite. Comment les électeurs peuvent-ils se laisser bernier et trahir aussi longtemps ? En face des pores, il ny a de voie que le soulèvement.

PHIL.

P.S. — Aux dernières nouvelles, après avoir kidnappé les urnes, deux maires de Corse ont pris le maquis pour dépouiller les résultats à l'abri des tricheurs, enfin... des autres.

1) L'Aurore, 5 février 1973.

DOLLAR — ÇA RECOMMENCE

● 13 février : le dollar dévalue de 10 %.

● 21 février : Philippe d'Aymeries dans la Nouvelle Action Française : « Sur le plan monétaire, rien n'est résolu (...) Les opérateurs, sur les marchés des changes, restent hésitants et il n'est pas improbable que le mark soit à nouveau l'objet de pressions importantes (...) L'éventualité d'une nouvelle crise monétaire ne peut être écartée. »

● 28 février : le dollar accuse une certaine faiblesse sur le marché des changes allemands.

● 2 mars : la Bundesbank annonce qu'elle a dû acheter pour près de trois milliards de dollars : les marchés des changes européens sont fermés.

● 3 mars : « une nouvelle dévaluation du dollar n'est pas envisagée » déclare le Président Nixon.

Et les Etats-Unis de se féliciter du bon tour joué aux Européens à quelques mois de négociations commerciales mondiales.

M. G.

le projet royaliste

5 - esquisse d'un bilan

Et nous, qu'avons-nous fait ? Sans doute peu de chose par rapport à ce qu'il reste à faire. Mais du moins avons-nous défini un projet royaliste qui guide notre réflexion et notre action.

Que d'événements, depuis ce mois d'avril 1971 qui vit naître la *Nouvelle Action française* : Nixon à Pékin puis à Moscou et l'accord sur le Vietnam, l'apparition derrière des mots nouveaux — écologie, environnement — de préoccupations nouvelles, l'échec du référendum sur l'Europe et la naissance de grèves d'un caractère inusité avec les O.S. du Mans, les conducteurs du métro et les ouvriers du *Joint Français*. La disparition de la rubrique « agitation » du *Monde*, mais aussi l'assassinat d'un jeune ouvrier qui jeta dans la rue des milliers de jeunes hommes en colère... Frémissements imperceptibles, sursauts de révolte, tournants brusques ou longuement négociés qui annoncent quelque chose d'autre, sans que l'on en soit encore tout à fait sûr.

Dans cette société mouvante, on nous crut d'abord uniquement préoccupés d'obscurités affaires de famille ou, au mieux, soucieux d'une efficacité qui nous aurait fait ressembler à ces « jeunes loups » qui encombrèrent les partis au pouvoir. Puis on s'aperçut qu'il s'agissait de tout autre chose : si nous avions quitté de vieux compagnons, ce n'était pas pour le plaisir enfantin de voler de nos propres ailes. Aussi s'empressa-t-on de nous ranger parmi les gauchistes.

C'est vrai, nous étions et nous sommes toujours des révoltés. Révoltés par la démocratie, par l'exploitation capitaliste et les injustices de la « société d'abondance ». Révoltés aussi par ce que l'on avait fait de la pensée maurrassienne : un livre de recettes, un catéchisme conservateur, un musée intellectuel.

MAURRAS, CE VIVANT

Maurrassiens, il nous fallait donc redécouvrir Maurras par nous-mêmes dans sa complexité et dans sa richesse, dans sa vérité et dans sa vie. Deux livres, qui paraîtront prochainement, diront mieux que je ne pourrais le faire en quelques lignes ce que fut cette découverte et ce qu'elle nous apporta, tant pour l'analyse qu'au niveau des solutions que la *Nouvelle Action française* entend apporter à la crise de notre société.

Mais les clartés maurrassiennes ne baignaient que nous, apôtres d'une restauration monarchique dont personne ne se souciait plus. Il fallait donc sortir du ghetto où nous avions longtemps été enfermés, cultivant les vieilles rancunes et les glorieux souvenirs, et n'écrivant guère que pour les convaincus ou, pis encore, pour nous-mêmes. D'où l'idée de reprendre le débat sur la République et la Monarchie en allant interroger ceux qui, écrivains, philosophes, journalistes, sont appelés à réfléchir sur les problèmes de notre temps.

Ce que cette nouvelle « Enquête » nous a apporté n'est plus à démontrer : de solides amitiés d'abord — et rien ne se serait fait sans l'amitié de ceux qui ont eu le courage de répondre les premiers —, l'occasion de préciser nos positions et de ramener le débat politique au problème essentiel, la preuve enfin

qu'il n'était pas absurde de poser un tel dilemme. Ainsi amorcé, le débat entre la N.A.F. et l'Intelligence française se poursuivra désormais autour d'autres problèmes et avec des interlocuteurs nouveaux, dans les colonnes de ce journal ou dans celles de notre revue : c'est là l'objectif essentiel de toute conquête royaliste.

DENONCER LES ILLUSIONS

Objectif essentiel mais non pas exclusif de tout autre : il suffit de parcourir la collection déjà longue des numéros de ce journal pour voir se dégager du désordre apparent des articles suscités par l'actualité, une ligne ferme, construite à partir de préoccupations constantes et de volontés sans cesse réaffirmées.

La dénonciation des illusions y occupe une large place et, quoi qu'on en dise, la critique d'une droite renégate et figée dans ses haines n'a pas occupé, dans nos colonnes, plus de place que les mises en garde contre le sur-réalisme et l'ultra-gauche. Qu'on se souvienne des articles, déjà vieux d'un an, que Gérard Leclerc a consacrés au *gauchisme* et à la *fête* : peut-être rassemblent-ils les critiques les plus sévères jamais adressées aux contestataires.

Ce qui ne nous a pas empêchés d'engager le débat avec les gauchistes et de reconnaître le bien-fondé de certaines de leurs analyses. Au nom de quoi pourrait-on s'en étonner, puisque nous le faisons sans complaisance aucune, soucieux de ne jamais masquer ce qui constitue la spécificité de la *Nouvelle Action française* ? C'est ainsi que nous n'avons jamais caché, même lorsque cela rendait difficile l'amorce du débat, que la monarchie était pour nous la condition première de tout projet de civilisation. De même que nous n'avons jamais manqué de rappeler notre nationalisme, c'est-à-dire notre volonté de défendre un héritage et une communauté protectrice qui devra redevenir, avec la restauration monarchique, une amitié. Notre opposition constante à l'euro-péisme en témoigne, de même que nos articles sur l'impérialisme anglo-américain.

LA CONQUETE DES POUVOIRS

Débats purement intellectuels, dira-t-on, sans prise aucune sur la vie quotidienne des Français de notre temps. C'est oublier que, si nous avons privilégié dans la NAF le combat des idées, nous n'avons jamais manqué d'analyser la vie économique et sociale en dépit de la pauvreté de nos moyens qui rendait parfois nos études sommaires. Du moins avons-nous essayé de montrer aux Français qui s'interrogent que nous vivions dans une société bloquée, et à ceux qui sont déjà entrés dans la lutte que celle-ci ne pourrait aboutir que dans la mesure où elle mettrait radicalement en cause l'Etat démocratique et les bureaucraties qui concourent à sa survie.

Démonstration en fut faite au niveau des régions étranglées par le carcan administratif et des villes soumises à la dictature des groupes financiers et à la mégalomanie des technocrates. Villes-bureaux et banlieues-dortoirs, jardins-parkings et promenades transformées en autoroutes, impérialisme de l'automobile et métro-étouffoir, toutes les folies de l'aménagement « moderne » des villes et du territoire

procèdent de la même cause : l'Etat démocratique et kafkaïen. De même que les professions « libérales » sont chaque jour davantage subjuguées par un Etat qui entend plus que jamais tout contrôler et tout diriger.

Il s'agit donc, comme nous l'avons cent fois répété, que les Français retrouvent leurs libertés, que le peuple reprenne ses pouvoirs dans les quartiers et dans les villes, dans les régions et dans les professions. Comme dans les entreprises. Car la condition ouvrière ne pouvait nous laisser indifférents, d'autant plus que nous sentions naître ici et là une nouvelle conscience ouvrière qui, par delà la conquête du minimum vital, s'efforçait de conquérir sa place dans l'entreprise et dans la société, en même temps que de retrouver la dignité d'un travail qui, depuis le 19^e siècle, ravale l'ouvrier au rang de la bête de somme ou de l'élément mécanique d'une machine

Vient de paraître :

la n.a.f. et la révolution

brochure à diffuser au maximum autour de vous.

Prix : 1 ex. : franco 3 F
5 ex. : franco 12 F
10 ex. : franco 24 F

dévorante. Là aussi une révolte couve, contre l'exploitation capitaliste et contre les bureaucraties politiques et syndicales, qui ne trouvera son accomplissement que dans une société radicalement transformée, et dans un Etat qui permettra la réintégration et la promotion du prolétariat dans la cité.

Ainsi, au fil des semaines, se nouaient l'analyse et l'action, la critique et l'esquisse de solutions. Analyse encore imparfaite, critiques parfois trop rapides et action trop brouillonne, mais qui forment un tout cohérent qu'il s'agit maintenant de clarifier et de développer.

PRINCIPES D'ACTION

La *Nouvelle Action française* n'a donc jamais été un bateau ivre, voguant au gré de la démagogie et de l'improvisation. Tout se tient, de la définition de notre spécificité aux analyses purement conjoncturelles, du NON à l'Europe à notre campagne contre la centralisation, de notre débat sur la monarchie au soutien accordé aux grévistes du *Joint Français*, de la dé-

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE
Edité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F
Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :
Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress
72, rue du château-d'eau Paris 10^e

nonciation du mirage électoraliste à l'action entreprise contre *Nouvelle Ecole*. Le souci de l'homme, qui n'est pas réductible à un composé biologique, rejoint celui de la Cité, qui ne doit pas être la proie d'une bureaucratie ; le souci de l'Etat appelle celui des communautés, et le caractère intolérable de la vie quotidienne demande la définition d'un projet de civilisation.

Exigences profondément révolutionnaires, et ceci dans tous les sens du terme : d'abord parce qu'elles conduisent à une transformation radicale de l'Etat et de la société, et ensuite parce qu'elles nous entraînent à un retour aux sources de notre civilisation, aux lois essentielles du corps social et aux traditions de notre vie nationale. Voilà qui nous situe, en dehors des vieux clivages, et qui devrait interdire à quiconque de nous classer parmi les nostalgiques de la droite ou de nous définir comme des gauchistes impénitents qui auraient, de surcroît, procédé à une « relecture marxiste de Maurras » !

Mais quoi qu'il en soit de ces interprétations empreintes de légèreté ou de malveillance, nous ne saurions renoncer aux principes d'action que nous avons arrêtés pendant ces vingt-deux mois de *Nouvelle Action française* :

— redéfinir ce que nous sommes et poursuivre notre analyse de la société, sans laquelle toute action serait vaine,

— continuer le débat avec l'Intelligence française, sans exclusives ni complaisances,

— dénoncer les fausses solutions, réformistes, électoralistes ou pseudo-révolutionnaires,

— défendre la nation contre l'euro-péisme et l'impérialisme anglo-américain,

— montrer à ceux qui luttent dans les régions, dans les villes et dans les entreprises que l'Etat démocratique est le premier responsable de la vie qui leur est faite,

— fédérer ceux qui se révoltent contre la société actuelle et contre l'Etat autour d'un véritable projet de civilisation, en leur montrant quelles médiations institutionnelles il implique.

Reste à savoir comment appliquer les principes de notre action. Cela dépend de nos capacités propres, mais surtout des conditions politiques du moment.

Bertrand RENOUVIN.

La semaine prochaine : Que faire maintenant ?

la tragique erreur bretonne

Jamais plus belle cause n'a été autant souillée.

« Breizh Atao ». Histoire et actualité du nationalisme breton. Olier Mordrel, ed. Alain Moreau, 38 F.

« Breizh Atao » est resté longtemps un cri désespéré jusqu'à la détermination de quelques-uns, après la première guerre mondiale, d'obtenir par la force ce que les prières n'avaient pu extorquer à l'état français. Ils sont une poignée et leurs noms sont Morvan Marchal, Olier Mordrel, Franch Debauvais, Arrachant le monopole de la défense bretonne aux vieux régionalistes traditionnels, le mouvement inaugure une politique d'escarmouches à chaque fois que les intérêts du pays sont menacés.

Au début de leur histoire, ils se contentent de mots d'ordre faciles comme « *na ruz, na gwenn, breizhad hep ken* » ou « *Breiz da genta* » (1). Mais ils sont conscients que la tâche primordiale est de rendre conscience au peuple breton de son identité, par la restauration de la langue (*hep yezh, hep broadelezh*) (2) grâce à François Vallée et surtout Roparz Hemon et la revue « *Gwalarn* » et par le rappel de son histoire. Bretagne n'a pas toujours été opprimée ! A ce niveau, « Breizh Atao » a largement contribué au renouveau de l'idée bretonne. Mordrel dresse d'ailleurs un réquisitoire impressionnant contre les diverses tentatives d'assassinat de la nation bretonne, perpétrées par la troisième République, tant au niveau culturel par l'enseignement, qu'économique par l'exploitation systématique de ses ressources au seul bénéfice de Paris.

Mais « Breizh Atao » se veut politique et désire un rassemblement de tous les « bons bretons » ; pour maintenir sa cohésion interne, il élude toute analyse régionale profonde. Le seul échappatoire désormais possible est d'établir un manichéisme sommaire où la France est responsable de tous les maux de l'ancien duché. Le viscéralisme et le sectarisme de ses militants sont tels qu'ils ne parviennent plus à discerner l'Etat-tyran de la nation, autant opprimée partout ailleurs. Incapables d'esquisser une stratégie révolutionnaire, ils sont réduits à simuler une guérilla minable contre l'occupant ; comme les exploits de la branche

terroriste « *Gwenn ha du* » sont dérisoires et inutiles... si ce n'est à accentuer la répression républicaine. La débilite idéologique des dirigeants ne leur permet pas de comprendre la politique de la bourgeoisie bretonne de Rennes et surtout de Nantes qui a rallié la France de l'argent depuis longtemps et de se rendre compte que le travailleur breton est doublement prolétaire... Frappés d'une cécité politique déconcertante, « Breizh Atao » se borne à l'exaltation de la race celtique, saupoudrée d'un romantisme dégénéré.

A quoi bon s'étonner de l'aboutissement de tels principes ! Déclaration de la neutralité de la Bretagne dans le second conflit mondial, négociations avec le III^e Reich, formation des *bagadou Stourm*, création d'une « armée bretonne » axée sur la lutte anti-maquis, proclamation de la Nation Bretonne à Pontivy avec drapeaux herminés tissés à Berlin, l'évolution est continue. La trahison de Mordrel, de Lainé et de Debauvais n'a servi à rien. Ils ont abandonné la France sur une vague promesse d'Hitler, qui n'était pourtant pas à sa première spoliation de territoires et de peuples. Jamais plus belle cause n'a été autant souillée...

A la suite du récit de cette aberration politique, l'ouvrage d'Olier Mordrel présente un autre intérêt historique car il démontre que l'Etat jacobin s'est servi de l'épuration pour se débarrasser des militants bretons en élargissant le cercle des prévenus à toute personne attachée à sa province : de quelques centaines de collaborateurs, les tribunaux mirent hors d'état de nuire plusieurs milliers d'autonomistes. Mordrel est-il conscient de sa responsabilité dans cette hécatombe et de la faille complète de sa tentative ? Sa sympathie pour le journal *Bretagne Réelle* permet d'en douter !

Olier Mordrel n'a pas fait œuvre d'historien, encore moins de politique. Son livre est le témoignage d'un combat irréflecti et acharné que seul l'état de décrépitude de son pays peut expliquer. Néanmoins tout militant breton se doit de lire cet ouvrage, au moins pour que de telles erreurs ne se renouvellent pas !

Michel LE FAVRIL.

(1) Ni rouge, ni blanc. Bretagne seule et Bretagne d'abord.

(2) Sans langue, pas de nationalité.

notre imprimerie

Créée il y a quatre mois, notre imprimerie fonctionne. Notre supplément « Spécial-élections » et notre revue *Arsenal* y ont été fabriqués. Il nous faut maintenant en faire une entreprise rentable sur le plan commercial. Nous sommes donc à votre disposition pour tous vos travaux d'impression, à des prix très étudiés.

Quelques renseignements techniques : tirage offset, format maximum 50 x 36.

Aider la N.A.F., c'est aussi lui confier vos travaux d'impression.

mouvement royaliste

◆ Réunion animée le mercredi 28 février à Laval, à l'occasion d'une conférence de Michel Giraud sur le « marxisme en question ». De nombreux lycéens, intrigués par la N.A.F., et des militants de la très sectaire *Ligue Communiste*. Long débat sur l'éclatement du marxisme entre la répétition des formules rituelles et l'effort « post-marxiste » du diagnostic sur la société industrielle.

AIX-EN-PROVENCE

Jeudi 8 mars à 21 h., conférence de Gérard Leclerc sur le thème : « Elections-trahison ! », Salle de la Mutualité, rue Espariat.

PARIS 7^e

Vendredi 16 mars à 21 h., « Le Mouvement royaliste après les élections », avec J.-M. Bregaint, chez Mlle GAZEAU, 7, avenue de La Bourdonnais.

BANLIEUE SUD

Réunion mensuelle des sections 92 Sud, 91 Ouest, 94 Ouest, le vendredi 16 mars à 20 h 15, au Café du Commerce, 54, avenue de la Division-Leclerc à Bourg-la-Reine.

HAINAUT

Pour tous renseignements, prendre contact avec M. Régis Coustenoble, résidence du Chemin-Vert, E 144, à Rousies par Maubeuge.

nouveaux points de vente

MARSEILLE

— Librairie, 425, rue de Paradis.

PRIVAS

— Tabac-Journaux, pl. du Champ-de-Mars.

VALENCE

— Librairie de Crussol.
— Tabac - Journaux, rue Pierre-Sembat.

rêve ou cauchemar?

Le tableau idyllique s'efface : le rêve devient un cauchemar, le Phalanstère devient Métropolis.

Une fois n'est pas coutume : la télévision française, par le canal d'Actuel 2, sortant pour un soir des sentiers battus de l'électoratisme, nous a proposé une émission intéressante : « Auroville ».

De quoi s'agit-il ? De la « première cité de la liberté ». Construite selon les principes du sage indien Aurobindo, la « cité de l'homme nouveau » regroupe un millier de personnes de toutes races, de toutes nations, de toutes religions, qui espèrent, par la contagion de l'exemple, offrir une issue aux névroses du Vieux Monde. Pas d'argent, pas de hiérarchie sociale, pas de police, pas de prisons, et « bientôt pas d'école ». Le vieux rêve libertaire est-il enfin en voie de construction ?

L'Eden est-il au bout du chemin ? Incontestablement, les premières images du reportage nous le montrent, les Aurovilliens qui se proclament « pionniers-missionnaires » y croient. Aurobindo est mort, mais « la mère » sa veuve, est là pour rappeler aux bâtisseurs « les principes ».

On est forcément séduit par les premières images du reportage qui évoquent irrésistiblement les bâtisseurs de cathédrales. On rentre allégrement dans le jeu : la pollution, les élections, la criminalité, l'Université, le boulot aliénant, le Tiers Monde ; tout cela paraît bien loin, presque irréel. Ici, seule compte la joie de l'effort ; la vie semble renaître avec la moisson qui lève.

Mais le rêve passe ! A quelques kilomètres de là, Pondichéry offre le visage d'un monde que l'on ne peut oublier. Conditionnés ? Peut-être le sommes-nous, mais comment ne pas sursauter en entendant cette conversation du reporter avec une petite fille dans la cité nouvelle : « Que vas-tu faire plus tard ? — Mère va décider. — Mais on t'a appris à être libre ! Ne peux-tu décider toi-même ? — Je peux, mais je ne veux pas. — Est-ce que tu veux avoir des enfants ? — Je ne sais pas si Mère veut... Mère dit que ce n'est pas bien... Mère a des yeux partout ».

L'image d'Epinal est consumée... le tableau

idyllique s'efface. Un rêve, Auroville ? Non, un cauchemar : un suicide collectif dans l'abandon, la désertion. « On le voit parmi les couples qui sont venus ici. Il y en a très peu qui aient tenu... Il faut que l'accord soit très profond pour, avoue une femme, que l'on reste ensemble ».

Le mystère de cette harmonie apparente se disperse. Le Phalanstère devient Métropolis. Mais, après tout, est-ce bien étonnant ? Les utopistes diront que cet échec ne condamne pas le principe.

C'est immanquablement faux : en effet, si l'on peut fort bien imaginer qu'une Société volontariste s'assigne un but défini dans un contrat accepté par tous, comment ne pas voir que si les premiers arrivants ont voulu — et donc ne peuvent qu'accepter — la Cité qu'ils ont édifiée, qu'en est-il des générations suivantes ? Peut-on sérieusement espérer que les enfants qui sont nés, ceux qui naîtront des premiers « pionniers-missionnaires », viendront au monde purs des chimères qui ont de tout temps rongé le cœur des hommes. Suffit-il de ne pas construire de prisons pour supprimer le crime ? Peut-on croire qu'une vie en vase clos conduise à autre chose qu'à un narcissisme égocentrique ? « Connais-tu ce qui se passe dans les autres pays ? » demande le reporter à la petite fille ? — Non... — Alors ? la Vérité par la censure ?

« Il n'y a plus d'aventure au-dehors. L'aventure c'est au-dedans », proclame la Mère... La Mère... un maître ? un « guide » plutôt. Les Espagnols d'Auroville disent-ils un « caudillo » ? Les Italiens, un « duce » ? Les Allemands un « führer » ? Je l'ignore. Pourtant le mot semble tout indiqué.

« Abandonner tout ce que l'on a bâti... se mettre en marche vers l'inconnu, et adienne que pourra ». C'est sur ces mots du « sage » que s'achève le reportage.

Auroville ne restera probablement qu'une expérience localisée. Alors pourquoi cet article ? Peut-être parce qu'au fil des lignes que j'écrivais, me revenait en tête cette phrase de Nietzsche dans Zarathoustra : « But : atteindre pour un instant le surhomme, pour cela j'endure tout !... » Rousseau, Hitler, même combat ?

J. JOURDAIN.

ARSENAL

le numéro de mars est paru

CIBLE

Loin de poser les véritables problèmes de notre société, la campagne électorale a mis en compétition des forces purement gestionnaires. Dès lors, verra-t-on la classe politique en butte aux assauts d'oppositions extra-parlementaires, portée par les courants profonds qui agitent notre société ?

THEME

RADIOSCOPIE DES ELECTIONS. — A travers des études sur les électeurs, les états-majors partisans et l'influence des moyens de communication de masse, une analyse sans parti pris de la grande fête de la classe politique.

IDEES

L'ALIENATION DEMOCRATIQUE DE LA VIE QUOTIDIENNE. — En proie aux multiples agressions de la société moderne, l'homme saura-t-il prendre le chemin de la libération ?

DANDYSME ET SOCIÉTÉ DE SPECTACLE. — Face au « sensationnel quotidien », le dandy s'efforce d'apporter au problème de l'existence une réponse qui n'est pas exempte de dangers.

JOUVENEL ET LE POUVOIR. — Une analyse critique d'un ouvrage fondamental.

LIBRE PROPOS

Un avocat belge s'interroge sur le droit et la liberté.

ENTRETIEN

Christian DEDET. Un jeune écrivain en révolte contre la société actuelle.

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an a la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**

